



## Ces bateaux gris venus du Nord le retour de la Flotte maritime militaire de Russie en mer Méditerranée, facteur du renouveau de l'influence russe sur la scène internationale

Nicolas Baude

La Revue maritime achève dans ce numéro la publication, entamée au printemps 2020<sup>1</sup>, du mémoire du jeune chercheur Nicolas Baude. Les développements d'actualité au Moyen-Orient et dans le Caucase en ont largement confirmé la pertinence et l'intérêt.

### L'ambivalence de la Turquie entre OTAN et Russie

La Turquie est membre de l'OTAN depuis 1952. Alors qu'elle a toujours constitué un allié fidèle des américains dans la région, permettant de contenir les Russes en mer Noire, elle semble aujourd'hui se détacher de l'alliance Atlantique et se tourner vers son adversaire d'hier. Vu l'attitude imprévisible du président Erdogan, la question se pose aujourd'hui du maintien de la Turquie dans l'OTAN.

#### *Un rapprochement inattendu avec la Russie*

Alors qu'au début de l'année 2016 la Turquie et la Russie semblaient sur le point de se déclarer la guerre, un rapprochement inattendu s'est opéré entre les deux pays dans la deuxième partie de cette même année. Les

1. Le mémoire de Nicolas Baude est intégralement publié par La Revue maritime dans ses numéros 516, 517, 518 et 519. (NDLR)

deux chefs d'État se rencontrent même à Saint-Petersbourg en août pour une rencontre au sommet. À cette occasion, la *BBC* titre : *Turkey's Erdogan unnerves West with Putin visit* (La Turquie d'Erdogan énerve l'Occident avec sa visite à Poutine), montrant l'état d'esprit de membres de l'OTAN face au rapprochement d'un de leur membre avec l'adversaire russe. Les relations entre les deux pays continuent à se réchauffer et cela malgré l'assassinat de l'ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de la République de Turquie le 19 décembre. Andreï Karlov, en poste depuis juillet 2013, est tué de neuf balles tirées dans son dos par un policier turc lors d'une représentation officielle, ce dernier étant ensuite lui-même abattu. Afin de se dédouaner et marginaliser cet agent des forces de l'ordre comme étant un élément incontrôlé, Ankara autorise des enquêteurs russes à participer à l'enquête. Les enquêteurs turcs établissent que le meurtrier appartient au mouvement *Gülen*, fondé par l'imam et philosophe Fethullah Gülen dans les années 1970, et qui est en rupture avec Erdogan depuis 2011, alors que ce dernier commençait sa dérive autoritaire.

Cette conclusion est arrangeante pour les deux parties, le premier ministre turc étant déjà en train de purger le pays des gülenistes qu'il accuse d'avoir fomenté le coup d'état manqué de juillet 2016 et le président russe ne pouvant se permettre de conclure une alliance avec un pays dont un citoyen, membre des forces de l'ordre et rallié à l'idéologie prônée par le parti du premier ministre<sup>2</sup>, a assassiné son ambassadeur en poste. Cependant, bien que commodes, ces conclusions peuvent sembler douteuses car le geste de l'assassin est contraire aux idées soutenues par Fethullah Gülen<sup>3</sup>. Ainsi, le rapprochement entre la Russie et la Turquie peut continuer à se faire tranquillement tandis que les relations d'Ankara avec l'Occident continuent à se refroidir.

En décembre 2016, la Russie, la Turquie et l'Iran choisissent la capitale du Kazakhstan, Astana, pour engager des pourparlers de paix au sujet de la ques-

2. Fondé en 2001, le Parti de la justice et du développement (AKP) est le parti politique de l'actuel président turc Recep Tayyip Erdoğan. L'AKP veut séduire la classe moyenne conservatrice et, tout en respectant le principe de laïcité, favorise cependant l'islam. Les positions de l'AKP se sont durcies après le coup d'état manqué de 2016, ce qui n'a pas empêché le parti de remporter les élections présidentielles de 2018.

3. Inspiré par les idées du philosophe Fethullah Gülen, les gülenistes sont des musulmans modérés. Le mouvement agit par « l'engagement social de ses membres au service de l'humanité » et considère les écoles comme vecteur de la religion et non pas les mosquées. Mouvement emblématique du nationalisme turc à sa création, le mouvement a progressivement cédé cette idéologie à l'AKP. Le mouvement condamne fermement la violence et le terrorisme islamique, ainsi que la dérive autoritaire d'Erdogan.



# Géopolitique

géopolitique géopolitique

tion syrienne. Les Forces démocratiques syriennes, soutenues par la coalition internationale menée par les États-Unis, ne sont cependant pas conviées à prendre part à ses négociations. Ainsi, la Turquie affirme son refus de reconnaître



les kurdes mais, surtout, la Russie devient la superpuissance incontournable pour régler la crise syrienne, les États-Unis se faisant totalement évincer. Ces pourparlers supplantent d'ailleurs ceux mis en place par l'ONU à Genève dès 2014. Afin de justifier leur action, la Russie, la Turquie et l'Iran s'appuient sur la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, en date du 18 décembre 2015, qui appelle à un cessez-

le-feu et à un règlement politique de la crise syrienne. Entre décembre 2016 et septembre 2018, les deux puissances régionales turque et iranienne et la puissance internationale russe vont tenir onze réunions sur la question syrienne, dont neuf vont se tenir à Astana. Les parties prenantes au conflit syrien vont signer un accord de cessez-le-feu dont la garantie va incomber aux trois initiateurs des pourparlers. Quatre zones de cessez-le-feu vont être définies dans le pays : en périphérie de Damas dans la Ghouta orientale, dans la région d'Idlib à l'Ouest, dans le Nord du pays et enfin le long de la frontière syro-jordanienne. De plus, des convois humanitaires devaient pouvoir accéder librement à ces zones et les civils en être évacués. Cependant, les rebelles et le gouvernement syrien ont rejeté cet accord et ont profité du répit donné par les négociations pour effectuer des mouvements de troupes. En septembre 2018, la Russie et la Turquie sont arrivées à un accord portant sur la création d'une zone démilitarisée autour d'Idlib, dernière poche importante tenue par l'Armée syrienne libre. Enfin, en août 2019, la Turquie et les États-Unis sont arrivés à un accord prévoyant la mise en place d'une zone démilitarisée dans le Nord du pays le long de la frontière avec la Turquie, de prévenir une attaque de cette dernière dirigée contre les Forces démocratiques syriennes.

Depuis le coup d'état manqué de 2016, les relations entre la Turquie et les États-Unis se sont nettement dégradées. En effet, le président turc accuse les gülenistes d'être à l'origine du putsch et les centaines d'officiers de l'armée turques limogés et arrêtés, connus pour leur proximité avec l'OTAN, ont été remplacés par des officiers acquis à la cause de l'alliance continentale entre la Russie et la Turquie, mais aussi à la Chine<sup>4</sup>, ce qui permettrait à la Turquie de jouer un rôle dans le nouvel ordre mondial que prépare la Chine au détriment des États-Unis.

La détention et le procès du pasteur américain Brunson, entre 2017 et

4. Xi Jinping a prévu de faire de son pays la première puissance économique et militaire mondiale pour le centenaire de la révolution en 2049. La conjoncture actuelle étant défavorable aux États-Unis mais favorable à la Chine, il est probable que cette « prophétie » se réalise.

2018, accusé de vouloir diviser religieusement la Turquie pour permettre aux gülenistes et au PKK de se rapprocher du pouvoir, ne va pas aider à l'amélioration de la situation. Un article du quotidien *Le Figaro* daté du 11 avril 2018 se moque de ces accusations qui sont considérées comme étant ridicules : « *Il y aurait donc un complot politico-religieux entre un pasteur évangélique, un mouvement musulman sunnite et un parti marxiste-léniniste* ». Il est aujourd'hui avéré qu'Ankara, qui demandait sans succès l'extradition de Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis, espérait obtenir un échange de prisonnier. Mais la crise entre les États-Unis et la Turquie ne fait que commencer.

En 2019, un nouveau rebondissement se produit avec l'affaire des S-400<sup>5</sup>. Un accord avait été signé en 2017 entre les deux pays pour l'acquisition par l'Armée turque de missiles de type S-400, alors-même que l'administration Obama avait toujours refusé de vendre à la Turquie des *Patriot*. Malgré la pression qu'exerçait depuis le gouvernement américain pour faire annuler l'accord, les batteries de missiles ont finalement été livrées en juillet 2019, exposant Ankara aux foudres de Washington qui juge que l'acquisition de matériel militaire russe par la Turquie n'est pas compatible avec son adhésion à l'OTAN. Les États-Unis décident de ne pas honorer le contrat qui prévoyait la livraison à l'Armée de l'air turque d'une centaine de chasseur-bombardiers F-35, destinés à remplacer les F-16 vieillissant. Ce faisant, l'administration Trump met le constructeur Lockheed Martin en difficulté car la Turquie était l'unique fournisseur de 400 pièces de l'appareil. Mais au mois de septembre 2019, la Russie envoie au *Teknofest Istanbul*<sup>6</sup> des chasseurs multi-rôles Soukhoï Su-35 et des avions de combat polyvalent Soukhoï Su-57, qu'Erdogan avait déjà remarqués lors de sa visite à Moscou du salon aéronautique MAKS 2019. Selon plusieurs agences de presse internationales dont Associated Press et Interfax, des négociations auraient commencé pour permettre à la Turquie d'acquérir ses appareils, mais aussi de rentrer dans leur développement.

La Turquie, membre de l'OTAN depuis plus de 60 ans, semble s'en désolidariser et revoir ses alliances avec ceux qui constituaient ses ennemis historiques. Cette attitude, qui paraît incompréhensible du point de vue de l'Occident, peut s'expliquer par les ambitions régionales et le virage autoritaire pris par le président Recep Tayyip Erdogan. Il est possible que la Turquie ait été lasse de ne pas avoir la reconnaissance qu'elle attendait au milieu des grandes puissances de l'OTAN comme les États-Unis et la France et désespère de pouvoir intégrer un

5. Les S-400 sont des missiles mobiles de défense anti-aérienne. Ils constituent aujourd'hui le système de défense anti-aérien le plus perfectionné. L'équivalent américain des S-400 sont les missiles *Patriot*.

6. Ce salon aéronautique est l'équivalent des salons du Bourget ou de Farnborough. Il permet aux entreprises du secteur aéronautiques de présenter leurs produits et est l'occasion de signer de nombreux contrats.



jour l'Union européenne. Le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, avait pourtant déclaré en juin 2018 que la « *Turquie n'a[vait] pas à choisir entre les États-Unis et la Russie* ». L'utilisation de matériel de provenance et de conception différente pour le même emploi pourrait, à court terme, lui porter préjudice. Plus d'un an après, le 18 septembre 2019, alors que la séparation entre les deux anciens alliés semble inéluctable, la conseillère en chef du président Recep Tayyip Erdoğan, Gulnur Aybet, a déclaré que la Turquie était toujours intéressée par l'achat de *Patriot* américains, mais que cela ne signifierait pas de renoncer aux S-400 russes. Cette ouverture diplomatique pourrait causer à l'Armée turque un problème de formation dû à l'utilisation de matériel provenant pour une partie des pays membres de l'OTAN et pour une autre partie de la Russie. En effet, l'utilisation de matériel de conception différente pour le même emploi pourrait, à court terme, lui porter préjudice.

Le chef d'état-major interarmées américain Joseph Dunford a déclaré : « *Quand je regarde la Turquie et les États-Unis, il est très clair pour moi que nous avons beaucoup plus de domaines de convergence que de divergence. Ces domaines de divergence sont en quelque sorte des problèmes à court terme. Ce sont des problèmes difficiles, cela ne fait aucun doute, mais ce sont des problèmes sur lesquels nous pouvons travailler. Si vous examinez les intérêts nationaux turcs et les intérêts nationaux américains, ils sont beaucoup plus proches de tout autre interlocuteur avec lequel la Turquie pourrait avoir affaire actuellement* ». Il est d'ailleurs à noter qu'à part le retrait de la Turquie du programme F-35, les États-Unis n'ont pas pris à l'encontre de la Turquie de réelles sanctions. En effet, par sa position stratégique entre mer Noire et Méditerranée, les Occidentaux ne peuvent se permettre d'envisager que la Turquie puisse quitter l'OTAN. Le dialogue ne semble donc pas totalement rompu entre Ankara et Washington et, une fois la crise des S-400 passée, on peut imaginer que les relations entre les deux parties vont se refroidir. Cependant, la Turquie reste un partenaire instable qui semble vouloir profiter de la tendance actuelle à la multi-polarité pour s'affranchir de l'influence d'une super-puissance et devenir la première puissance régionale de la zone Méditerranée-Proche-Orient. Mais le conflit en Syrie et la question Kurde sont loin d'être réglés et des revirements sont encore possibles. L'alliance entre la Russie et la Turquie reste donc aujourd'hui fragile.

### *Une alliance potentiellement fragile*

**M**algré l'alliance qui les unit, la Russie et la Turquie ont chacune leurs intérêts propres en Syrie. La Turquie, engagée depuis le début du conflit au côté des rebelles de l'Armée syrienne libre, veut à tout prix endiguer la montée du nationalisme kurde qui menace le sud-est de son territoire. De son côté la Russie, soutien indéfectible du régime de Bachar el-Assad, tient absolument



à conserver les avantages que lui accorde le régime de Damas qui lui permettent d'agir sur sa diplomatie, sa politique de Défense et sa politique énergétique. Bien qu'ils aient réussi ensemble à réunir la majeure partie des parties prenantes au conflit syrien à Astana, de nombreuses sources de divergences pourraient encore apparaître. Alors que l'offensive est lancée sur la province d'Idlib, dernière poche de résistance rebelle, la Turquie ne semble plus en mesure de leur apporter une aide significative. En effet, selon le docteur Frédéric Pichon<sup>7</sup>, le Président turc « *pourrait abandonner les rebelles en échange d'un engagement contre les Kurdes* » car « *la question kurde est la seule boussole de la politique étrangère d'Erdogan* ».

D.R.



*Les frappes aériennes ont déjà ravagé Idlib*

50 000 combattants rebelles se trouveraient encore dans la poche d'Idlib. Malgré tout, en septembre 2019, le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie Sergueï Lavrov a déclaré que « *La guerre en Syrie est vraiment terminée. [...] Des foyers de tension séparés ne subsistent que dans des zones non contrôlées par le gouvernement syrien, telles qu'Idlib et la rive est de l'Euphrate. Globalement, la Russie défend la reconstruction d'une Syrie souveraine, avec son intégrité territoriale, l'élimination rapide des conséquences de la recrudescence du terrorisme, le retour de tous les Syriens chez eux et le retour du pays-même au sein de la "famille arabe", ce qui assurera la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient* ». Ainsi, Moscou considère que la poche d'Idlib et le territoire occupé par les Forces démocratiques syriennes ne sont plus que des points de détails dont le régime syrien, aidé de la Russie, se fait un devoir d'assurer la disparition rapide. Malgré tout, les régimes Occidentaux commencent à évoquer la reprise du dialogue avec le régime de Bachar el-Assad dont ils avaient demandé le départ dès 2011. Cependant, les yeux du

7. Frédéric Pichon est un chercheur et essayiste associé à l'Équipe monde arabe - Méditerranée de l'université de Tours. Il enseigne la géopolitique en classes préparatoires et s'intéresse tout particulièrement à la situation des chrétiens en Syrie. Il est consultant médias pour la crise syrienne et le Moyen-Orient.



monde entier restent tournés sur la région d'Idlib. Le régime syrien, qui revient en grâce sur la scène internationale, ne peut se permettre d'écraser cette poche, dans laquelle vivrait 3 millions de personnes. Cependant, les rebelles modérés présent dans la région et soutenus par Ankara y ont perdu leur influence au profit de groupes djihadistes beaucoup plus radicaux. La Turquie, qui bloque l'offensive syrienne depuis l'été 2018, n'a plus aujourd'hui les moyens de s'y opposer. Alors que les combats qui ont repris autour d'Idlib ont déjà fait plusieurs centaines de morts parmi les civils et déclenché une nouvelle crise humanitaire, un cessez-le-feu conclu le 31 août 2019, le gouvernement syrien a mis en place le 13 septembre un couloir humanitaire pour permettre aux civils et combattants souhaitant déposer les armes de quitter la poche. Cette action, en plus de montrer la volonté de Damas d'épargner au maximum la population syrienne, est surtout tournée vers la Turquie qui craint, avec une bataille menée dans une zone densément peuplée, un nouvel afflux massif de réfugiés sur son territoire. De plus, toutes les parties souhaitent éviter un nouveau Manbij. Lors de la bataille qui a opposé de mai à août 2016 les Forces démocratiques, syriennes soutenues par la coalition internationale, à l'État islamique pour la reprise de la ville, plus de 500 civils, bloqués sur la zone du front, ont été tués pendant les combats. Aujourd'hui, alors que la guerre est annoncée comme étant finie et que la Syrie reste un territoire très instable, fortement appauvri par plus de huit ans de combats, les pertes de vies civiles sont au cœur des préoccupations internationales. Damas, Moscou et Ankara restent donc toujours assises sur un 'baril de poudre'. De son côté, l'Iran, prudente, a décidé de ne pas s'investir dans la bataille pour Idlib. Afin de continuer à négocier pour mettre réellement fin à la guerre, le président turc Recep Tayyip Erdoğan doit accueillir à Ankara le 16 septembre ses homologues russes et iraniens dans le cadre d'un sommet sur la situation en Syrie.

### *L'Iran : un allié gênant pour la Russie*

La République islamiste d'Iran a été le premier pays à s'engager diplomatiquement, économiquement et militairement au côté de la Syrie lors de l'éclatement de la guerre civile. Ainsi, les forces loyalistes syriennes ont eu rapidement à leurs côtés des gardiens de la révolution, mais aussi des membres du Hezbollah, convaincus par l'Iran de se joindre au conflit à leur côté. Les relations entre les deux pays dataient de la Révolution iranienne de 1979, l'Iran islamique ayant, tout comme la Syrie, rejeté l'État d'Israël et l'Irak de Saddam Hussein. Intervenant elles aussi en Syrie aux côtés du régime de Damas à



partir de 2015, la Russie s'est retrouvée à combattre dans le même camp que l'Iran. Les relations entre les deux pays étaient déjà détendues, la Russie étant un des rares pays acceptant d'avoir des relations avec l'Iran malgré les sanctions américaines. Cependant, le pragmatisme dont fait preuve la Russie dans ses relations internationales et ses alliances peut ne pas convenir à l'idéologie révolutionnaire iranienne.

## *La politique russe : source de tensions avec l'Iran*

La politique que mène la Russie avec Israël est aujourd'hui une source majeure de tensions entre Moscou et Téhéran. En 1949, le Chah d'Iran Mohammad Reza Chah Pahlavi est le deuxième chef d'état d'un pays à majorité musulmane, après le premier ministre turc Adnan Menderes, à reconnaître l'État d'Israël nouvellement créé, qu'il considère comme le meilleur ami non-musulman de son pays. Les deux pays vont maintenir des liens économiques et militaires étroits, et ce jusqu'à la révolution de 1979 qui voit l'avènement de la République islamiste d'Iran sous l'égide de l'ayatollah Khomeini. Immédiatement, le nouveau régime se déclare ennemi d'Israël, lui retire sa reconnaissance officielle et interrompt toutes ses relations avec lui. Depuis, les relations entre les deux pays restent extrêmement tendues, le moindre événement manquant de déclencher une crise grave entre les deux pays.

Les relations entre la Russie et Israël datent de la création de l'État hébreux. En effet, Staline favorisa la création de ce pays, espérant qu'il serait socialiste et affaiblirait les intérêts franco-anglais au Levant. Mais le nouvel état se tourna rapidement vers l'Occident et la politique soviétique sur Israël s'inversa, les soviétiques voyant plus leur intérêt à se rapprocher des pays arabes, résolument anti sionistes. L'URSS rompra ses relations avec Israël en 1967 à la suite de la guerre des six jours. Ces relations seront restaurées en octobre 1991, juste avant la chute de l'Union soviétique. Cette chute est à l'origine d'une importante vague de migration des anciennes républiques socialistes vers l'État hébreux, amenant les russophones à devenir la première communauté présente sur le sol israélien. Ce sont les élections de Vladimir Poutine en 2000 et d'Ariel Sharon en 2001, tous deux respectivement pro-israélien et pro-russe. Dans la deuxième moitié des années 2000, les relations bilatérales se sont refroidies lorsque les soldats israéliens ont découvert des fournitures russes dans du matériel militaire prît au Hezbollah et que la Russie a condamné la guerre menée par *Tsahal* dans la Bande de Gaza en 2008 et 2009, envoyant plusieurs tonnes de matériels humanitaire aux Palestiniens. Ces relations se sont malgré tout réchauffées en 2011 et en 2014. Israël n'a pas condamné l'annexion de la Crimée par la Russie, se mettant en porte-à-faux vis-à-vis de ses alliés américains. En échange, Moscou a apporté son soutien à Tel-Aviv lors de la guerre de Gaza de l'été 2014. À la suite des sanctions adoptées par l'Union européenne envers la Russie, les relations





# Géopolitique

géopolitique géopolitique

économiques entre les deux pays ont considérablement augmenté ; les relations économiques de la Russie avec Israël finissant par surpasser celles cumulées avec les pays arabes de la région. Lorsque que la Russie intervient en Syrie aux côtés du régime de Damas en 2015, des réunions ont lieu entre Moscou et Tel-Aviv afin de prévenir tout incident entre les deux pays, qui risqueraient d'entacher leurs bonnes relations bilatérales. Ainsi, dans un échange de bons procédés, Israël a refusé de condamner les crimes de guerre commis en Syrie et la Russie de dénoncer la colonisation de la Cisjordanie. Par ces décisions, chacun s'est attiré les foudres de ses alliés. En 2016, juste après l'élection de Donald Trump à la Maison blanche, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu tente de faire pression sur le président américain pour que Washington lève les sanctions prise à l'encontre de la Russie, cette dernière étant en contrepartie prête à limiter la présence iranienne en Syrie, qui représente une menace pour Tel-Aviv. Une brève crise a eu lieu entre les deux pays en 2018 après qu'un avion russe ait été abattu par la défense aérienne syrienne au-dessus de la Méditerranée, à la suite d'erreurs tactiques israéliennes. La France, accusée dans un premier temps car une de ses frégates se trouvait au large de la Syrie, s'est dédouanée en fournissant tous les éléments qui ont menés à la destruction de l'appareil, enregistrés par les antennes du navire qui est aussi armé pour effectuer des missions de renseignement. Au début de l'année 2019, à la suite d'une visite de Benyamin Netanyahu à Moscou, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie allait soutenir le retrait des iraniens de Syrie. Le premier ministre israélien a, par la suite, annoncé la création d'une unité conjointe destinée à suivre ce retrait. Cette décision a fortement contrarié l'Iran qui est aujourd'hui engagé contre la Russie dans une véritable lutte d'influence auprès du régime de Damas. De plus, la position pro-israélienne de la Russie fait de la Russie un ennemi potentiel du Hezbollah, allié historique de l'Iran.

Le Hezbollah (littéralement parti de Dieu) est un parti politique islamiste chiite fondé au Liban avec l'aide de l'Iran en 1982, à la suite de l'invasion israélienne. Résolument anti-sioniste et anti-occidental, ce parti prône l'anéantissement et la disparition de l'État d'Israël mais aussi son expulsion, avec la France et les États-Unis, du Liban. L'organisation, considérée comme terroriste par l'Occident et certains pays du Golfe, a juré fidélité à l'ayatollah Khomeini et représente de ce fait les chiïtes du bassin Levantin, entourés de sunnites et de juifs. Le Hezbollah étant étroitement lié au guide de la révolution et la Syrie étant aussi anti sioniste, notamment depuis l'occupation du plateau du Golan, c'est donc naturellement que le jeu des alliances a fait en sorte que le bras armé s'engage en 2012 dans la guerre civile syrienne aux côtés des gardiens de la révolution. Cependant, la Russie, qui reste le principal allié du régime Syrien, fait tout pour contenir le Hezbollah au nom de son alliance avec Israël. Ainsi, en 2018, la Russie est allée jusqu'à s'impliquer directement dans la guerre larvée entre le

Hezbollah et l'État hébreux sur la question des tunnels creusés par l'organisation terroriste sous la frontière israélo-libanaise. Moscou a ainsi fermement demandé à Beyrouth d'intervenir. De plus, pour la Russie dont le cheval de bataille est le terrorisme islamiste, le Hezbollah, bien que chiite et non sunnite comme l'État islamique, représente une menace réelle au Moyen-Orient. Même si Moscou ne reconnaît pas officiellement le Hezbollah comme une organisation terroriste comme le font les pays Occidentaux (ce qui lui a permis de combattre à ses côtés en Syrie), la politique de la Russie est de soutenir des musulmans modérés qui ne risquent pas de faire replonger le Levant dans une nouvelle guerre.

Les relations sont donc compliquées entre les deux alliés de circonstance. En effet, alors que la Russie accepte de dialoguer avec tous les pays et conclut des alliances en fonctions de ses intérêts, l'Iran place son idéologie révolutionnaire et islamique avant tout, refusant de traiter avec des pays qui sont un danger pour cette idéologie. C'est le cas d'Israël, ennemi proclamé de la révolution. La Russie, bien que chrétienne, est rentrée dans le cercle des alliés de l'Iran du fait de leur soutien commun à la Syrie. Cependant, les bonnes relations entre Israël et la Russie fragilisent l'entente, tout comme l'hostilité de Moscou pour le Hezbollah.

## *L'Iran : un partenaire malgré tout nécessaire pour Moscou*

Les relations russo-iraniennes se sont considérablement améliorées depuis la fin de la Guerre froide, les deux pays se trouvant un certain nombre de points de convergences en conservant, du point de vue local, une certaine méfiance vis-à-vis de la Turquie et de ses ambitions régionales et en voulant, sur la scène internationale, limiter l'influence des États-Unis au Moyen-Orient et en Asie centrale. C'est dans ce but que la Russie a favorisé l'admission de l'Iran comme pays observateur de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), formée autour des deux pays les plus puissants de l'axe asiatique : la Chine et la Russie. De plus, l'Iran dispose, devant la Russie, de la première réserve mondiale de gaz naturel, en grande partie inexploitée. Les deux pays ont participé à la création en 2001 du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) dont le but premier est de défendre les intérêts nationaux des principaux pays exportateurs de gaz naturel. De plus, l'armée iranienne, équipée de matériel occidental datant d'avant la révolution, doit renouveler ce dernier, vieillissant. La détérioration des rapports entre l'Iran et les États-Unis ainsi que les sanctions mis en place sur la république islamiste font que peu de pays sont prêts à lui vendre du matériel militaire.

La Fédération de Russie, en rupture avec l'Occident depuis la crise de Crimée en 2014, en fait partie. En effet, alors qu'en 2010 Dimitri Medvedev avait interdit la livraison de matériel militaire à l'Iran, notamment de missile S-300, cette interdiction a été levée par Vladimir Poutine en 2015 et les S-300 ont



finallement été livrés en 2016. De plus, l'Iran et la Russie négocieraient pour l'achat d'hélicoptères et de vecteurs d'artillerie pour un montant de 10 milliards de dollars. La coopération militaire entre les deux pays permet donc à la Russie d'enrichir son complexe militaro-industriel, sans pour autant livrer du matériel de dernière génération.



D.R.

Quand on parle de l'Iran, le nucléaire reste un sujet brûlant. Mis en place dans les années 1950 entre l'État impérial d'Iran et les États-Unis d'Amérique, le programme de coopération sur le nucléaire à usage civil a été récupéré par la république islamiste peu après la révolution. Avant la révolution, des accords ont été passés entre la dynastie Pahlavi et l'administration Ford pour fournir à l'Iran du plutonium et de l'uranium enrichi, deux éléments qui permettent de concevoir une bombe nucléaire. Cependant, l'Iran devenant un pays dangereux pour les États-Unis avec l'avènement de Khomeini, les américains font pression sur l'Agence internationale de l'énergie atomique pour que son programme soit abandonné.

Alors qu'une centrale nucléaire était en construction à Bouchehr<sup>8</sup>, les allemands qui coordonnaient la construction se retirèrent en 1979. Pendant la guerre qui opposa l'Iran et l'Irak entre 1980 et 1988, le projet fut mis entre parenthèse jusqu'à ce que le gouvernement iranien demande finalement à *Siemens* de terminer la centrale. Sous la pression américaine, l'industriel refusa et le chantier est finalement repris en 1995 par la Russie. Le réacteur est finalement chargé en combustible en 2010 et la centrale est enfin mise en service en 2011. Depuis la révolution de 1979, la Russie est le seul pays à s'être investi dans le programme nucléaire iranien à ne pas l'avoir quitté sous la pression américaine. Alors que de lourdes sanctions, d'origines américaines, pèsent sur l'Iran du fait de son programme nucléaire, un accord est finalement conclu à Vienne en 2015 avec l'Iran, la Russie, la France, l'Angleterre, la Chine, l'Allemagne et les États-

8. Les Français devaient de leur côté construire une centrale nucléaire avec deux réacteurs à Darkhovin. Les travaux, à peine commencés lors de la révolution de 1979, ont été annulés.

Unis. Il prévoit que l'Iran accepte le renforcement des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique et limite sa production de plutonium et l'enrichissement de l'uranium. En contrepartie, il est prévu la levée des sanctions économiques. Alors que cet accord semble enfin rétablir le dialogue irano-Occidental, un coup de théâtre a lieu en mai 2018 lorsque le président américain annonce que les États-Unis se retirent de cet accord et que les sanctions visant l'Iran rentrent à nouveau en vigueur. Bien que les pays européens souhaitent continuer à respecter l'accord de Vienne, leur économie a trop à perdre en choisissant l'Iran plutôt que les États-Unis. Se détournant définitivement de l'Occident, l'Iran avait déjà signé en 2014 un contrat avec la Russie pour la construction de deux réacteurs supplémentaires à Bouchehr. La livraison du premier est prévue pour 2014 et celle du second pour 2026. La construction de ces deux réacteurs pour lesquels l'Iran va payer dix milliards de dollars à *Rosatom*, renforcent les liens entre Téhéran et Moscou.



Étant tous deux victimes des sanctions économiques américaines, la république islamique d'Iran et la Fédération de Russie se sont tournées l'une vers l'autre dans leurs relations commerciales. Ces deux pays ont signé différents accords, concernant leurs échanges respectifs, dont un accord sur l'énergie à 20 milliards de dollars. Mais la balance commerciale entre les deux pays semble plus favorable à la Russie qui exporte plus qu'elle n'importe. L'Iran, qui fête cette année les 40 ans de la révolution, doit faire face à une grave crise économique due





# Géopolitique

géopolitique géopolitique

au nouvel embargo mis en place après le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. De plus, la Russie, malgré les événements et les sanctions de ces dernières années, semble se rapprocher de l'Occident. Si Moscou profite aujourd'hui de ses exportations vers l'Iran, une alliance Occidentale lui serait beaucoup plus favorable et se ferait au détriment de la république islamiste qui perdrait son allié le plus puissant.

## Conclusion

Aujourd'hui, la Fédération de Russie de Vladimir Poutine a réussi son retour sur la scène internationale et a montré qu'elle avait les moyens de s'opposer aux États-Unis d'Amérique. Même si les actions diplomatiques et militaires de la Russie ne lui permettent pour le moment pas de conclure de nouvelles alliances avec les pays Occidentaux, ces derniers recommencent à la considérer comme un partenaire incontournable de la géopolitique mondiale et réfléchissent à renouer le dialogue. La visite de Vladimir Poutine à Emmanuel Macron au fort de Brégançon juste avant l'ouverture du G7 de Biarritz a ouvert la question sur un retour au G8, dont la Russie avait été exclue en 2014 à la suite de l'annexion de la Crimée. De plus, l'invitation surprise du ministre des affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif lors du dernier G7 a posé la question de la mise en place par la France d'une politique étrangère moins axée sur la politique étrangère américaine, plus pragmatique et prête à se rapprocher de Moscou et Téhéran. Alors que le monde est à la multi-polarisation, la volonté d'Emmanuel Macron pourrait être de créer un pôle européen puissant, détaché de la domination des États-Unis.

Avec son retour dans la politique internationale, la Russie a conclu de nombreuses alliances avec les pays du Bassin Méditerranéen et du Moyen-Orient, séduits par sa position de « médiateur impartial » et de « pourvoyeur de stabilité ». L'intervention militaire en Syrie a montré aux pays de la région que la Russie était un allié fiable sur lequel on pouvait compter. De plus, cette opération militaire a permis de redorer le prestige de l'Armée russe, qui était jusqu'alors entaché par le désastre afghan. La Russie a ainsi rejoint les États-Unis et la France dans le cercle très fermés des pays capables de mettre en place seul une opération militaire en dehors de leurs frontières. Pour le complexe militaro-industriel russe, la guerre en Syrie a aussi été l'occasion de montrer l'efficacité de son matériel et de remplir le carnet de commande, parfois au détriment des États-Unis comme avec l'affaire des S-400 turcs, mais aussi de la France qui faisait partie des plus gros fournisseurs de matériel militaire du Bassin méditerranéen. Vladimir Poutine a récemment proposé à l'Arabie Saoudite, allié historique des États-Unis dans le golfe Persique, de lui vendre de l'armement. Alors que l'Armée russe veut se désengager progressivement de Syrie, on peut se demander si

Moscou va intervenir dans d'autres pays si ces derniers en formulent la demande. On peut par notamment s'interroger pour la Libye et le Yémen. De plus, la Russie a annoncé qu'elle allait construire des bâtiments de projection de force équivalents aux bâtiments de projection et de commandement qu'aurait dû lui livrer la France. Ces navires faciliteraient grandement des opérations militaires futures hors des frontières.

Malgré tout, on peut se demander si la situation actuelle, favorable à la Russie, va perdurer. En effet, les alliances avec les pays arabes restent fragiles et Moscou pourrait y renoncer en améliorant ses relations avec l'Occident. De plus, le *soft power* russe reste très faible par rapport au *soft power* américain, ce qui pourrait mettre la Russie en difficulté sur le long terme. Cette difficulté serait accrue par des problèmes intérieurs que sont une mauvaise situation économique

et un système de santé à bout de souffle qui peine à maintenir une démographie positive.

Enfin, la question de l'après Poutine est ouverte. En effet, le président russe, âgé de 66 ans, est au pouvoir depuis bientôt 20 ans et dans la deuxième année de son 4<sup>e</sup> mandat présidentiel. A la fin de ce mandat en 2024, à moins d'un changement de la Constitution, Vladimir Poutine ne pourra se représenter pour un troisième mandat consécutif. Il est probable que, comme en 2008, Dimitri Medvedev, premier

ministre depuis 2012, redevienne à son tour président de la Fédération de Russie pour un mandat durant lequel Vladimir Poutine serait premier ministre, ce qui mènerait en 2030. Vladimir Poutine sera alors âgé de 78 ans.



*Emmanuel Macron reçoit Vladimir Poutine avant la tenue du G7 de Biarritz*